

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Mali : feu vert du Parlement pour le prolongement de l'opération militaire**

Mali : feu vert du Parlement pour le prolongement de l'opération militaire

mardi 23 avril 2013, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 22 avril 2013).

Le Parlement a autorisé lundi 22 avril le gouvernement à prolonger l'opération militaire française au Mali, que le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a qualifiée de « *réussite* » sur les plans politique et militaire. Les députés se sont prononcés par 342 en faveur de la prolongation de l'intervention française et zéro voix contre, seuls les élus du Front de gauche ayant choisi de s'abstenir. Dans la soirée, les sénateurs se sont également prononcés favorablement, par 326 voix pour et zéro contre.

L'opération Serval est une « *réussite politique* », selon le premier ministre, parce que la décision de François Hollande d'engager la France a « *profondément changé la donne du combat contre les groupes terroristes* », a déclaré le chef du gouvernement devant l'Assemblée nationale. Une « *réussite militaire* » également, a-t-il souligné, en rendant hommage au courage et au professionnalisme des soldats français.

Après les dernières opérations dans le nord-ouest du pays, on peut dire que « *l'ensemble du territoire malien a été libéré et la menace est aujourd'hui très fortement réduite* », a souligné pour sa part le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian.

Le Parlement était appelé à se prononcer sur la suite de l'opération en application de l'article 35 de la Constitution qui soumet toute intervention militaire extérieure au vote des parlementaires au-delà d'une durée de quatre mois.

Comme le premier ministre, les principaux orateurs se sont félicités du consensus politique qui s'est fait dès le début sur l'intervention au Mali. Lancée dans l'urgence le 11 janvier, l'opération Serval a permis de démanteler les groupes islamistes armés qui contrôlaient le nord du pays. Plus de 500 militaires français, sur un total de près de 4 500, ont déjà été désengagés. Il reste à ce jour 3 850 soldats français au Mali et leur nombre doit être ramené à 2 000 en juillet, a précisé M. Le Drian. Au-delà, un millier d'hommes devraient rester au Mali en soutien d'une force de l'ONU.

Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait en effet adopter dans les prochains jours une résolution permettant la transformation de la force africaine au Mali, la Misma, en mission de stabilisation de l'ONU, qui pourra prendre le relais des forces françaises. « *Nous devrions avoir mercredi ou jeudi à l'ONU une adoption à l'unanimité* » d'une résolution française en ce sens, s'est félicité le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius.

Selon le Premier ministre, « *cette opération sous casque bleu pourra commencer à se déployer sur le terrain à partir de début juillet* ». « *Autre rendez-vous majeur* », il est selon lui essentiel qu'une élection présidentielle se tienne en juillet au Mali pour permettre au pays de se doter d'autorités « *à la légitimité renouvelée* ».

Tout en saluant l'engagement des forces françaises, l'opposition s'est inquiétée des difficultés à établir le dialogue entre les autorités maliennes et les populations du nord du pays, sans lequel il ne peut y avoir de sortie de crise. « *A qui allons-nous rendre les clés ?* », s'est interrogé le député UMP

Pierre Lellouche, en regrettant que la commission malienne de dialogue et de réconciliation n'ait pas commencé à fonctionner. Pour l'ancien ministre de la défense Hervé Morin (UDI), « *les forces africaines ne sont pas prêtes à prendre le relais, si tant est qu'elles le soient un jour* ».

Les parlementaires socialistes se sont félicités pour leur part du soutien de la communauté internationale à l'intervention française. Evoquant le coût de l'opération - d'environ 200 millions d'euros -, le chef de file des députés PS, Bruno Le Roux, s'est déclaré favorable à ce que ce type d'efforts militaires soit « *pris en compte dans le calcul des déficits* » des Etats autorisés dans le cadre de l'Union européenne. Au Sénat, l'ancien ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement (RDSE) s'est borné à souhaiter que l'Union européenne « *faute d'avoir manifesté sa solidarité sur le plan militaire la manifeste sur le plan financier* ».

Députés et sénateurs se sont par ailleurs interrogés sur la capacité de la France à conduire ce type d'opération dans les années qui viennent si le budget de la défense n'est pas maintenu à un niveau suffisant. Tirant les leçons de l'opération, Laurent Fabius a enfin affirmé que « *tous les pays d'Afrique ont compris qu'il n'y aurait pas de développement possible si les questions du terrorisme et du narco-terrorism n'étaient pas maîtrisées* ». Cette intervention au Mali a renforcé, selon lui, « *de façon singulière la puissance d'influence de la France* ».

P.-S.

* Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 22.04.2013 à 19h28 • Mis à jour le 23.04.2013 à 00h32